

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 20 mars 2023

Nos réf. : SAU/JH/MT n° 23-120

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHROMETAL-GIDER

ZI La Marque
10330 CHAVANGES

Code AIOT : 0005701969

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 décembre 2022 dans l'établissement CHROMETAL-GIDER implanté ZI La Marque 10330 Chavanges. L'inspection a été annoncée le 07 décembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la précédente visite d'inspection du 27 janvier 2022, il a été constaté des difficultés de la part de la société pour respecter les prescriptions réglementaires qui lui sont applicables, notamment les exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 août 2016.

Compte tenu des constats de l'inspection des installations classées, l'arrêté n° PCICP2022236-0001 rendant la société redevable d'une astreinte financière journalière a été signée le 24 août 2022 par la préfecture de l'Aube dans l'attente de la conformité des articles 2,4 et 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure cité précédemment.

Par la suite, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées, par courriel du 14 décembre 2022, de l'arrêt de la production sur le site de CHROMETAL CHAVANGES. Une lettre a également été adressée à la préfecture, indiquant la fin des activités depuis le 28 juillet 2022.

L'inspection s'est donc rendue sur site pour constater l'arrêt des activités et échanger sur les modalités de cessation d'activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHROMETAL-GIDER
- ZI La Marque 10330 CHAVANGES
- Code AIOT : 0005701969
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHROMETAL GIDER, implantée zone industrielle La Marque à CHAVANGES (10330), est spécialisée dans la fabrication/traitement d'articles funéraires et réalise également le traitement de pièces pour le compte de la société Fonderie du Der sise sur le même lieu d'exploitation. Le site est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et est réglementé notamment par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 82/4281 du 06 octobre 1982.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 01/01/2001, article R512-39-1	/	Mise en demeure, déchets	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société CHROMETAL GIDER a notifié la cessation de son activité à la prefecture de l'Aube. Cependant, lors de la visite il a été constaté que la mise en sécurité du site n'a pas été effectuée. De plus, le calendrier des mesures prises ou à prendre concernant la mise en sécurité du site n'a pas été transmis. Il est proposé une mise en demeure sur ce point.

De plus, aux vues de l'état de certains réservoirs de stockages de déchets liquides, des mesures conservatoires sont prescrites dans l'arrêté de mise en demeure, dans l'attente de la mise en sécurité du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2001, article R512-39-1
Thème(s) : Autre, Notification de cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.
Constats : S'agissant du point I - Par courriel du 14 octobre 2022, l'exploitant a notifié avoir arrêté la production sur son site de CHAVANGES. La cessation a eu lieu le 28 juillet 2022. S'agissant du point II - Lors de cette notification, un rapport un rapport de diagnostic simplifié de pollution des sols a été transmis. Ce rapport conclut que les activités de traitement de surface de métaux actuelles ont impacté la qualité des sols. De plus, un devis concernant la gestion des déchets sur site a été présenté lors de la visite d'inspection. Cependant, le présent article indique que la notification de cessation d'activité doit indiquer « les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1 ». Or, a ce jour, l'inspection des installations classées n'a pas reçu le calendrier évoqué au point II de l'article R512-39-1. La visite sur site a permis de constater que la mise en sécurité du site n'était pas effectuée. En particulier, il a été observé sur site des fuites au niveau des bacs de rétention.

Ce point fait donc l'objet d'une proposition de mise en demeure avec mesures conservatoires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 2 mois